SOMMAIRE - **RDC-TBH N° 1/2017** - JANVIER

DOCTRINE - internationaal privaatrecht / droit international privé

p. 7

Le règlement n° 2015/848 relatif aux procédures d'insolvabilité: les principales innovations en matière d'insolvabilité communautaire

Vanessa Marquette

p. 34

Détermination de la compétence internationale en matière civile et commerciale: la distinction entre matières contractuelle et extracontractuelle au sens du Règlement Bruxelles I*bis*

Charlotte Sartori

JURISPRUDENCE

p. 52

Cour de justice de l'Union européenne 28 janvier 2015

DROIT JUDICIAIRE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL – Compétence et exécution – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Règlement n° 1215/2012/UE du 12 décembre 2012 (anc. N° 44/2001/CE du 22 décembre 2000) – Emission d'instruments financiers – Responsabilité contractuelle – Contrats de consommation – Responsabilité quasi délictuelle – Lieu du fait dommageable – Lieu du dommage – *Forum actoris*

p. 53

Note : Patrick Wautelet - L'arrêt *Kolassa*: quel tribunal pour le contentieux de l'investissement financier?

p. 65

Hof van Justitie van de Europese Unie 16 juli 2015

DROIT JUDICIAIRE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL – Compétence et exécution – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Règlement CE n° 44/2001 du 22 décembre 2000 (Bruxelles I) – Article 34, 1. – Ordre public international – Violation du droit de l'Union

p. 65

Note : Laura Deschuyteneer - Een kennelijk onjuiste toepassing van het Unierecht maakt (voorlopig nog) geen schending uit van de internationale openbare orde

p. 75

Cour de justice de l'Union européenne 17 décembre 2015

DROIT JUDICIAIRE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL – Compétence et exécution – Titre exécutoire européen pour les créances incontestées – Règlement n° 805/2004/CE du 21 avril 2004 – Conditions de la certification – Normes minimales applicables aux procédures internes – Droits de la défense du débiteur – Article 19 – Réexamen dans des cas exceptionnels – Nature et portée du recours en réexamen – Appel et opposition (oui) – Force majeure et autres circonstances extraordinaires, indépendantes de la volonté du débiteur, ayant empêché ce dernier de contester la créance en cause – Notions distinctes (oui) – Tâches respectives du juge (certification) et du greffier (délivrance du certificat)
► p. 76

Observation : Jean-François van Drooghenbroeck, Stan Brijs - La Belgique sortie du TEE?

► p. 87

Cour de justice de l'Union européenne 16 juin 2016

DROIT JUDICIAIRE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL – Compétence et exécution – Titre exécutoire européen pour les créances incontestées – Règlement n° 805/2004/CE du 21 avril 2004 – Champ d'application *ratione materiae* et conditions de la certification – Notion de « créance incontestée » – Jugement par défaut (art. 3, 1., b) – Interprétation autonome – Comportement procédural d'une partie pouvant valoir « absence de contestation de la créance »
► p. 87

Observation : Jean-François van Drooghenbroeck, Stan Brijs - En droit judiciaire (européen), le défaut ne vaut pas contestation de la demande

► p. 95

Cour de cassation 15 janvier 2016

DROIT JUDICIAIRE EUROPEEN ET INTERNATIONAL – Compétence et exécution – Titre exécutoire européen pour les créances incontestées – Règlement n° 805/2004/CE du 21 avril 2004 – Champ d'application *ratione materiae* et conditions de la certification – Notion de « créance incontestée » – Jugement par défaut (art. 3, 1., b)) – Interprétation autonome (non) – Renvoi au droit du for – Application évidente du droit belge – Défaut du défendeur valant contestation de sa part

ACTUALITE EN BREF - 1. Algemeen handelsrecht/Droit commercial général

Olivier Vanden Berghe
► p. 100

Cour de cassation 19 septembre 2016

Affaire: C.16.0021.F
PRESCRIPTION (DROIT CIVIL) – Interruption et suspension – Interruption

p. 100

Cour de cassation 3 octobre 2016

Affaire: C.15.0101.F
PRESCRIPTION (DROIT CIVIL) – Interruption – Suspension – Interruption

ACTUALITE EN BREF - 2. Bankrecht en financieel recht/Droit bancaire et financier

Régine Feltkamp , Joeri Danhieux et & Gerrit Hendrikx

ACTUALITE EN BREF - 7. Verzekeringen/Assurances

Béatrice Toussaint & et Jean-Marc Binon
p. 113
Règlement (UE) 2016/2340 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2016, modifiant le règlement (UE) n° 1286/2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance en ce qui concerne sa date de mise en application (JO 2016 L 354, p. 35).
ASSURANCES – Droit européen – Information sur les produits d'investissement fondés sur l'assurance – Règlement « PRIIP's » – Entrée en vigueur – Report

J.-M. B.

p. 114

Cour de cassation (1re ch.)15 septembre 2016

Affaire: C.15.0280.F
DROIT JUDICIAIRE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL – Compétence et exécution – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Règlement n° 1215/2012/UE du 12 décembre 2012 (anc. N° 44/2001/CE du 22 décembre 2000) – Compétence – Assurances – Assurance de responsabilité – Article 11 Bruxelles I – Article 13 Bruxelles I*bis* – Action directe de la personne lésée contre l'assureur
B. T.
p. 115

Cour d'appel de Mons 11 octobre 2016

Affaire: F-20161011-4
ASSURANCES – Assurances terrestres – Assurances de dommages – Assurance de choses – Assurance incendie – Intérêts compensatoires – Intérêts moratoires

ACTUALITE EN BREF - 9. Mededingingsrecht en gereguleerde sectoren/Droit de la concurrence et secteurs régulés

Laura Weinblum et & Stijn Goovaerts

ACTUALITE EN BREF - 10. Internationaal privaatrecht/Droit international privé

Katarzyna Szychowska
p. 117

Cour de justice de l’Union européenne 18 octobre 2016

République hellénique /Grigorios Nikiforidis Affaire: C-135/15
DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ – Réglementation européenne – Obligations contractuelles – Règlement (CE) n° 593/2008 du 17 juin 2008 (Rome I)Droit applicable au contrat de travail – Article 28 – Champ d’application *ratione temporis* – Article 9 – Notion de « lois de police » – Application de lois de police d’Etats membres autres que l’Etat du for – Législation d’un Etat membre prévoyant une diminution des salaires dans le secteur public en raison d’une crise budgétaire – Devoir de coopération loyale